

Gouvernants et gouvernés

(Traduction, de : « Cittadini movimenti e Partiti »

Traductrice: Michèle Tritten.

Révision de la traduction prévue par Leozaquini, qui ne l'a pas encore fait!).

« Babeuf :

Gouvernants et gouvernés ».

= = =

Pourquoi le Président de la République ?

Pourquoi le Président de la Confédération ?

Pourquoi le Chef de la Tribu ?

Parmi le partage des tâches, des métiers et des professions en une société ancienne ou moderne existe la distinction entre gouvernants et gouvernés. »

1. Introduction : Pourquoi les partis ne suffisent-ils pas ?

Sur la base du schéma habituel de fonctionnement d'une démocratie, les citoyens donnent librement vie à des organisations politiques (les partis) pour élaborer des lignes politiques servant des intérêts spécifiques sociaux, culturels et éthiques.

Pourtant la question « Quelles relations entre mouvements et partis ? » ne devrait simplement pas exister : les partis sont eux-mêmes le résultat du « mouvement politique » des citoyens. Non ? ... Non !

Peut-être que cela a été ainsi, mais désormais, ce n'est plus comme cela : cette réalité « rosée » est une belle fable.

En tant qu'organisations en compétition avec d'autres organisations similaires (les partis concurrents), les partis politiques peuvent survivre seulement s'ils ont la force suffisante pour se soutenir dans le monde politique, empêchés en cela par les autres partis existants, ils ne peuvent survivre que s'ils ont la « nourriture » suffisante et qu'ils ne succombent pas dans la dure lutte pour la survie.

La « nourriture » des partis, ce sont les financements, l'accès aux médias, la possibilité de placer ses gens..., etc. etc.

Si un parti quelconque, A, vient à se trouver au pouvoir et qu'il gère la richesse sociale, les établissements publics, les canaux de communication, le pouvoir des banques et de la finance, les liens avec les pouvoirs économiques (non politiques ou pas encore politiques) et même avec la justice, dans le but de renforcer le pouvoir du parti même, alors un autre parti, B, devra faire de même (devra en faire autant), s'il n'a pas l'intention de se trouver dans de sérieuses difficultés dans cette compétition.

On peut instaurer de la sorte une spirale perverse qui incite les partis politiques à se comporter en « pieuvres » dans les confrontations (au sujet) de la richesse sociale. On étendra la lutte (combat) à n'importe quel aspect de la société, chaque forme de pouvoir voudra être reconduite au pouvoir politique. En effet, si un parti, C, réussit à accaparer pour lui du pouvoir dans le camp XY (non géré par le pouvoir politique jusqu'à ce moment-là), il aura cette arme pour faire obstacle au pouvoir des partis A et B. Cependant, ceux-ci chercheront alors à prendre de nouvelles places (positions), respectivement dans les camps UV et WZ. On sélectionnera une classe de politiciens de profession (l'expression est du sociologue Max Weber <1>) spécialisés dans l'augmentation du pouvoir du parti même.

La spécialisation de tels politiciens n'est plus d' « interpréter » les « exigences » des citoyens, mais plutôt d'utiliser la société, les biens publics et la richesse sociale, pour renforcer le parti. Cette réalité et sa description ne sont absolument pas nouvelles et ne sont même pas des spécificités nationales, d'un pays ou de l'autre. Le sociologue Moïse Ostrogorsky, après avoir étudié avec attention et par dizaines, le fonctionnement de quelques grandes démocraties occidentales (USA et Angleterre) entre la fin des années 1800 et les premières années 1900, a expliqué ce mécanisme en détail. Dans son livre « La démocratie et les partis politiques », on peut trouver 700 pages d'exemples concrets et aujourd'hui encore d'une grande actualité <2>.

Les partis politiques naissent pour donner réponse aux exigences sociales qui émergent de la société, mais ils évoluent en entités qui ont d'autres fins (buts). (Parfois, ils le disent désormais eux-mêmes qu'ils sont « auto-référentiels ». c'est-à-dire intéressés à leurs propres intérêts et non pas à ceux de la société). Comme souvent aussi dans d'autres cas, en plus de celui de la politique, une situation, dans laquelle les acteurs du jeu de la concurrence (pour maintenir la compétition entre eux) identifient quelques éléments d'intérêts communs et coopèrent dans la défense de tels intérêts, s'ajoute à des situations de concurrence pure.

Dans le domaine de la politique aussi, quelques intérêts communs aux politiciens de profession et aux partis politiques se sont désormais bien dessinés. Remarquons par exemple les lois électorales qui évoluent avec l'introduction de système majoritaire ou de systèmes de « barrage » à la représentativité et la tentative évidente de protéger les partis existants du risque de voir naître de nouveaux partis concurrents.

Un autre intérêt commun, objectif, des politiciens de profession, est celui de limiter les pouvoirs de la justice, surtout dans le cas qui les concerne. Un tel intérêt commun, spécifique de la « catégorie », s'est en effet manifesté de façon très claire et continue à se manifester.

Evidemment, ces tendances sont déterminées par les exigences objectives, spécifiques, de cette catégorie particulière de travailleurs salariés que sont les politiciens de profession.

Une telle évolution, comme elle correspond à des intérêts spécifiques et objectifs, triompherait certainement des obstacles (freins) éthiques et idéologiques des politiciens de profession « honnêtes » (qui existent pourtant : ceux qui mettent les intérêts de la société au-dessus des leurs), si ces intérêts spécifiques ne contribuaient pas à faire obstacle à d'autres limitations, même objectives, déterminées par d'autres conditions et d'autres exigences.

Une de ces limitations, qui déterminent les stratégies des partis politiques et la manière d'agir (l'action) des politiciens de profession, est l'existence des citoyens eux-mêmes, qui peuvent réagir et décider de défendre leurs propres intérêts au lieu d'assister passivement au massacre des richesses sociales, parmi lesquelles, aussi, les règles mêmes de la démocratie.

Comment s'exprime l'existence des citoyens ? Comment (peut-on) faire obstacle à la tendance déterminée (guidée) par les intérêts spécifiques des partis politiques et des politiciens de profession ?

2. Les « citoyens », ... mais existent-ils vraiment ?

En plus des forces objectives (internes à la dynamique des partis et entre les partis) qui poussent l'évolution de la société dans un sens, il peut exister d'autres forces (tout aussi objectives) qui s'y opposent.

Les forces « peuvent » exister, mais existent-elles ? Il convient de faire un pas en arrière.

Nous savons tous très bien que, sur la base d'importantes théories socio-politiques (qui, malgré la faillite du socialisme, ont encore une grande validité par de nombreux aspects), les « citoyens » N'EXISTENT tout simplement PAS

Pour Marx et les marxiste, les « citoyens » n'existent tout simplement pas, les classes, oui ; les citoyens, par contre, non. Le même « dicasi »(on dit la même chose) pour la société dite civile.

Il est indubitable que les « citoyens » (guillemets obligatoires) sont divisés entre vendeurs et acquéreurs (salariés et fournisseurs de travail, propriétaires et locataires, commerçants et clients, médecins et patients...). Ils n'ont pas tous les mêmes intérêts.

Il faut objecter à cela que les capitalistes aussi (pour faire quand même un exemple) n'ont pas les mêmes intérêts, à tel point qu'il se font concurrence entre eux, et on arrive au cas extrême (mais de loin pas moins fréquent pour autant) que les uns détruisent les autres.

Et pourtant, les capitalistes ont des intérêts communs et ils le savent. Les « citoyens » ont-ils des intérêts communs ? Si oui, qu'est-ce qui les empêche de savoir qu'ils en ont ? Les « citoyens » ont aussi des intérêts communs, même s'ils n'ont pas directement le pouvoir politique, mais dans la meilleure des hypothèses, ils gèrent ce pouvoir (à travers) par des lobbies, des groupes de pouvoir et, en plus, pas seulement au moyen du vote.

En face des citoyens, une catégorie préposée de personnes, et par conséquent spécialisée dans la gestion du pouvoir, existe, existait, a toujours existé, et ceci depuis des millénaires.

A une certaine époque, il y avait en effet une classe très bien (re)connue et identifiée : la noblesse ! Aujourd'hui, la même fonction est (détenue) occupée par l'ensemble des politiciens de profession.

Dans les sociétés modernes, un tel groupe social a un effectif moins nombreux par rapport à d'autres, mais il est certainement plus nombreux que celui de la noblesse de l'époque.

Beaucoup de choses ont changé depuis lors (entre hier et aujourd'hui). Fondamentalement, ce métier n'est plus héréditaire aujourd'hui. Cela peut sembler étrange d'associer les politiciens de profession d'aujourd'hui aux nobles de l'époque, mais les faits sont là, et si un métier similaire est apparu, on a régénéré des intérêts similaires et aussi une éthique liée au métier qui sera analogue.

Par exemple, nous remarquons un grand intérêt des politiciens de profession à se tailler sur mesure une justice séparée. En effet, c'était la prérogative principale de la noblesse

d'autrefois. Il me semble naturel que le débat politique (en Italie et ailleurs) porte sur ce thème : puisque c'est le fruit du même intérêt objectif, lié à l'exercice du même métier.

Notons aussi un certain intérêt des politiciens de profession à chercher à faire oublier aux citoyens le fait qu'ils sont justement des citoyens, en préférant au contraire parler avec emphase des différences en eux, les citoyens (droite, gauche, capitalistes, salariés, propriétaires et locataires etc...) et puis surtout, en évitant l'expression de Max Weber : « la politique comme profession » ou « politicien de profession ».

Il s'avère que les autres membres de la société, les citoyens, pourtant aux intérêts très divers eux aussi, face aux politiciens de profession, sont très proches les uns des autres et qu'ils ont des intérêts semblables. Par exemple :

- Ils sont propriétaires de la richesse sociale qu'il ont, eux, générée (produite) mais qu'il ne gèrent pas directement.
- Ils délèguent la gestion de cette richesse aux spécialistes (les politiciens de profession).
- Ils sont intéressés à ce que la richesse sociale soit gérée dans leurs intérêts globaux en tant que société et non pour d'autres intérêts (par exemple dans les intérêts d'un parti, même si porteur d'une histoire glorieuse).

Par rapport à qui gère le pouvoir, les méthodes peuvent beaucoup varier mais les contenus ne peuvent que très peu changer : les citoyens ne gèrent pas directement le pouvoir.

3. Entre parenthèses : l'erreur des marxistes

Le mot « citoyen », et encore davantage son concept, sont bannis du langage et de la pensée marxiste, ainsi que celui de « société civile ». Ceci influence la manière de penser des personnes issues du marxisme, et elles sont nombreuses. La récupération du mot et de la notion de « citoyen » est utile à tous ; en effet, cela peut être pratique de pouvoir utiliser des mots dont on sait ce qu'ils indiquent. Il y aurait lieu (il y aurait de quoi) d'ouvrir une parenthèse ici et on pourrait se demander comment donc Marx et Engels ont fait l'erreur d'éliminer la notion de « citoyen » (d'ailleurs déjà bien présente auparavant « Aux armes Citoyens » !) et comment ils n'ont pas eu l'audace d'introduire celle de « politicien de profession » (introduite par contre par Max Weber). Les deux erreurs (qui sont liées et n'en forment en réalité qu'une seule) proviennent, je crois, du fait que les fondateurs du marxisme étaient plutôt engagés dans l'entreprise de se détacher de la notion de citoyen, justement pour mettre en évidence des différences entre les citoyens. Avant eux, ces différences avaient été négligées, au détriment de la compréhension des faits sociaux, ce qui est très grave

En outre, à leur époque, les dynamiques internes et entre les partis politiques étaient encore peu évidentes pour la quantité très mineure du pouvoir politique et les fonctions et disponibilités limitées de l'appareil étatique d'alors. Dans ce contexte et dans une première approximation, les représentants politiques, dans la vision de Marx et Engels, ne représentaient pas des intérêts propres (à l'intérieur des partis), mais étaient exclusivement des représentants des « classes » externes. Le mérite d'avoir réaffirmé et redéfini le concept et le terme (de citoyen) revient donc à d'autres : Ostrogorsky et Weber. Les marxistes au contraire, qui n'étaient peut-être pas du tout préparés à la compréhension des phénomènes (*sovrastrutturali*) (du fonctionnement d'une super-structure) ne voyaient pas qu'un Parti Unique, mis à côté d'un appareil étatique aux pouvoirs gigantesques, offrait une opportunité unique pour les politiciens de profession. Des souris et du fromage enfermés dans la même cage ! Une orgie impressionnante. Les maux de ventre (l'indigestion)

laisseront des traces en Russie et ailleurs pendant des décennies et peut-être même des siècles.

Mais retournons à nos moutons (revenons à notre sujet).

4. Intérêts communs des citoyens

Est-ce que les citoyens existent seulement en tant qu'antithèses ou carrément en opposition aux politiciens de profession ?

Bien sûr que non. Il est pourtant vrai que, au cours de l'histoire, les citoyens se distinguent mieux dans les moments où ils ont besoin (la nécessité) de s'opposer aux politiciens de profession :

Par exemple, pendant la Révolution française, mais aussi à l'occasion du « Risorgimento » italien, ou bien au moment de la Résistance contre l'invasion naziste, ou lors de l'opposition au fascisme, c'est-à-dire lorsque l'intérêt social commun, une certaine importance étant acquises par la gravité des faits, alors (à ce moment), les conflits (inévitables) entre locataires et propriétaire de logements, (entre capitalistes et salariés, etc...), deviennent secondaires et la réalité de l'existence d'une certaine entité (catégorie), les citoyens, qui ont des intérêts communs, apparaît comme évidente.

A certains moments, on voit particulièrement bien ce fait (cela), mais il est facile de se rendre compte qu'un intérêt commun existe toujours, et c'est précisément l'ensemble de ces intérêts communs qui détermine l'existence des citoyens.

La société est constituée de richesses accumulées par le travail commun des citoyens, qui confie à certains spécialistes de l'administration la « chose publique » la tâche de gérer de telles richesses (ces richesses-là). Cent-cinquante ans de « classisme » (système des classes sociales) m'incitent à relever que :

- Dans le domaine de la santé, les malades du SIDA (HIV) ou du SARS crèvent (meurent), qu'ils soient locataires ou propriétaires d'immeubles.
- A propos de l'information, voyez la qualité de la TV ...
- Concernant la justice, si les politiciens de profession ont l'intérêt objectif (spécifique) de leur catégorie d'avoir une justice contrôlée par leurs soins plutôt qu'une justice qui les contrôle, il est évident que l'intérêt des citoyens, de n'importe quelle classe ou couche sociale, ne réside pas dans cette « justice-là ».
- A propos des moyens de transports, les files d'attente (bouchons) sur l'autoroute, le manque d'autoroutes, les trains en retard, bloquent autant les riches capitalistes que les ouvriers pauvres.
- Au sujet des instruments de la démocratie, le système électoral, le financement des partis, etc..., à part le fait évident qu'être riche est en général nettement plus avantageux qu'être pauvre, la liste des thèmes des intérêts communs des citoyens (riches ou pauvres) est suffisamment longue pour pouvoir affirmer que le mot « citoyen » n'est pas dénué de sens.

Il convient de considérer que l'existence de citoyens conscients de la nécessité de défendre des intérêts communs et capables de le faire (sachant aussi franchir la barrière constituée par l'existence d'intérêts divers) représente un risque pour les politiciens de profession, le risque d'être contrôlés plus efficacement. C'est probablement pour cette raison, surtout dans les moments où le contrôle peut s'avérer particulièrement fastidieux, que des concepts sont (proférés) énoncés avec emphase, même s'ils sont vagues et imprécis, tels que « communistes » ! « fascistes » ! « leghisti » !, et qu'ils provoquent des réactions émotives.

La situation moderne des sociétés dites démocratiques est celle d'individus qui ont créé une richesse et qui doivent la gérer comme si elle était une sorte de « multi-propriétés », en choisissant pour cela les gestionnaires parmi les spécialistes présents sur le marché. Le fait que les citoyens ont aussi des intérêts divergents et que, parfois, il n'est facile pour personne (même en le voulant) d'identifier l'intérêt commun, ne change pas le fait que la réalité des

sociétés modernes est exactement celle-ci : les citoyens choisissent les spécialistes de la gestion de la richesse commune, spécialistes qu'il faudra contrôler !

5. Quels sont les meilleures méthodes pour les citoyens d'exercer ce contrôle ?

Essayez de répondre vous-mêmes à la question : « comment, où, dans quelle(s) structure(s) les citoyens se rencontrent-ils ? Est-ce qu'ils discutent ? Est-ce qu'ils élaborent ? » Et la société civile, a-t-elle un lieu de rencontre ?

Trouvez une réponse, si vous y parvenez !

Si nous admettons que les citoyens existent, où se rencontrent-ils en tant que citoyens ?

Les ouvriers ont les syndicats.

Les entrepreneurs ont les associations patronales.

Les petits propriétaires de logements ont les associations des petits propriétaires.

Les anciens chasseurs alpins ont leurs propres associations.

Etc.

N'importe quelle petite intéresse, de la passion pour la pétanque à l'amour pour les promenades, est défendu par la présence d'une association. Par contre il est évident que une association que regroupe les citoyens en tant que représentés par des représentants et qui défend les intérêts de représentés par rapport aux abus (quand ils existent) des représentants, n'existe pas.

Toutes ces associations peuvent faire office de « courroies de transmission » d'intérêts spécifiques, de segments (parties) de citoyens auprès des politiciens de profession. Cependant, le fait qu'il existe cette fragmentation des intérêts empêche que les intérêts de fond soient discutés, compris et soutenus par les citoyens.

Est-ce que les citoyens, en tant qu'ensemble d'individus liés par des intérêts communs et qui demandent à des spécialistes de s'occuper de la gestion de leur « multi-propriétés » représentée par la richesse sociale produite par ces mêmes citoyens, existent ? Oui, ils existent, mais bien qu'ils existent, cela n'empêche pas qu'« ils ne sont rien » du point de vue de l'organisation et de la capacité d'élaboration des exigences, de définition d'objectifs et de revendication.

Les gérants, les administrateurs, de cette richesse sociale, c'est à dire les politiciens de profession, qui pourraient éventuellement être contrôlés, d'une manière ou d'une autre, par cette entité, l'organisation des citoyens, peuvent être tranquilles, le contrôle est faible et structurellement inefficace, car les organisations du contrôle sont dans le même temps les organisations de l'exercice du pouvoir : c'est-à-dire les parties politiques.

En Allemagne, par exemple, il existe au moins les « Bürger Initiative ». Il s'agit d'organisations de citoyens qui naissent et se créent en-dehors des partis politiques et qui promeuvent des actions de sensibilisation et d'agitation (manifestation) auprès d'autres citoyens, et puis de pression, des « lobbies » en confrontation avec les politiciens eux-mêmes pour atteindre des objectifs spécifiques jugés d'intérêt collectif.

Les « Bürger Initiative » recueillent la participation de citoyens avec des intérêts, et donc des convictions, politiques divers. Elles se dissolvent quand l'objectif a été atteint ou dépassé. L'activité des « Bürger Initiative » est fréquente et reconnue. Les thèmes, sur lesquels les « Bürger Initiative » agissent, sont en général des thèmes locaux et de petite importance par rapport aux intérêts généraux et nationaux (des feux de la circulation à ajouter au centre du village, un passage sous-voie, etc.), mais ils sont extrêmement incisifs et efficaces. En outre, ils habituent les citoyens à se rencontrer, à discuter entre eux et à prendre des

décisions collectives au-delà des intérêts spécifiques différents (ouvrier ou capitaliste, de droite ou de gauche), intérêts qui peuvent diviser les citoyens et réduire l'incisivité de leur action en tant que citoyens.

Les mouvements qui se sont créés en Italie ressemblent beaucoup à de gigantesques « Bürger Initiative » qui ont le but (d'intérêt commun aux citoyens) de promouvoir une sensibilisation d'autres citoyens et de pression dans les rapports des politiciens de profession pour la défense de la démocratie dans notre pays. Cependant, les mouvements sont moins consolidés, ils ont moins conscience d'eux, ils ne réussissent pas vraiment à récolter (obtenir) la contribution et l'action de citoyens de tendances politiques diverses et d'intérêts différents. Les mouvements eux-mêmes n'ont pas conscience de ce qu'ils sont. Ils ne savent pas, au fond, qu'ils doivent représenter les intérêts des citoyens. Ils ne savent pas qu'ils peuvent et doivent représenter, eux et seulement eux, une entité qui existe dans la société qui n'est pas représentée. Ils ne savent pas qu'ils peuvent être la réponse à un problème mondial (les limites de la démocratie) débattu par les plus grands sociologues pendant tout le siècle passé. Ils croient qu'ils sont la réponse nationale, italienne et contingente et peut-être de gauche, à toutes les carences d'une « opposition » dirigée (être à la tête de) par des personnages manifestement inadéquats et qui, avec leur indiscretion, ont créé une situation dangereuse pour la démocratie du pays.

Les mouvements s'adressent « à gauche », ils ne savent pas parler « à droite ». Ils ne savent pas voir la société en tant que « citoyens ».

Avec ces limites, les mouvements peuvent courir le risque de disparaître comme ils sont apparus, ou, au contraire, ils peuvent jouer un rôle essentiel dans la société et représenter la réponse à un problème ancien et pas seulement national. Ils peuvent jouer un rôle auquel personne n'a pourvu jusqu'à maintenant.

6. Est-ce-que les mouvements peuvent devenir un instrument stable du fonctionnement de la démocratie ?

Si les mouvements sont le noyau de ce que pourrait devenir l'organisation stable des citoyens pour le contrôle de la bonne gestion de la chose publique et des administrateurs, quel devrait-être leur tâche ? Comment peuvent-ils devenir un instrument stable de la démocratie ? Que doivent-ils faire et que ne doivent-ils pas faire ? Le contrôle exige la connaissance et l'information. Le devoir des mouvements doit être de recueillir et divulguer des nouvelles sur des faits, sur les positions prises, sur les décisions prises par les spécialistes de la politique, les politiciens de profession. Pas tous les faits sont dénoncés par l' « opposition » et ceci parce que les politiciens de profession ont, en tant que tels, des intérêts communs à défendre.

Pourtant, l'information constante des citoyens est importante et ce ne sera certainement pas les canaux principaux d'information (dans les mains des politiciens de profession en Italie) qui accompliront cette tâche. En outre, les mouvements doivent non seulement informer, mais aussi initier instruire les citoyens à la compréhension des mécanismes sociaux. Cela ne sera évidemment pas aux spécialistes de la gestion, aux politiciens de profession, de nous expliquer comment nous devons les contrôler. La tâche de répandre la culture politique, était (dans la tradition des partis socialistes) assumée par les partis « ouvriers ».

Pour faire cela, de tels partis soutenaient un engagement intellectuel et menaient des études très sérieuses et qui sont intéressantes encore aujourd'hui (mais cependant) avec les limites des instruments théoriques disponibles à l'époque et qui devraient être développés aujourd'hui).

Si nous lisons des textes et documents de culture politique des partis politiques d'aujourd'hui, nous sommes systématiquement frappés par leur bas niveau par rapport à ceux de l'époque. Nous constatons une régression culturelle significative et déconcertante, alors que le degré d'instruction moyenne a augmenté ! Face à des interventions aux congrès des partis, à des publications des partis et à d'autres documents, n'importe qui est à même de reconnaître des énormités pures et simples (vous vous souvenez de d'Alema, quand il est intervenu pour soutenir Berlusconi, juste avant les élections, avec son « Quand quelqu'un a obtenu des millions de voix, il est légitimé démocratiquement » ?

On dirait que le grand stratège des DS (socialistes démocrates) n'a jamais réussi l'examen de maturité ! Beaucoup d'entre nous, dans nos vertes (jeunes) années, l'avons étudiée la République de Weimar, et nous savions déjà à l'âge de 18 ans que Hitler avait gagné les élections avec « quelques millions de voix ». Pourtant, de tels partis devraient rassembler les « meilleurs spécialistes » de la politique ! Nous payons pour bénéficier de leurs services.

Nous nous trouvons au contraire dans la désagréable situation qu'on éprouve quand nous allons chez un spécialiste (un avocat, un commerçant, un médecin) et que nous nous apercevons qu'il est en train de nous dire des choses incohérentes et que nous découvrons (nous rendons compte) que nous en savons plus que lui. Cette action des mouvements envers les citoyens pour développer et rendre « capillaire » (tangible) la capacité de critique politique, devra freiner cette régression de la qualité de la politique. La qualité du service politique obtenu par les citoyens augmentera !

Les mouvements ont l'avantage (qu'ils doivent cultiver avec soin et attention) de ne gérer aucun pouvoir (ou le minimum possible), si ce n'est celui qui provient du fait de diffuser une information correcte et par conséquent une information de prestige (?) auprès des citoyens.

Par conséquent, ils peuvent et doivent se référer systématiquement et consciemment au plus grand nombre possible de citoyens. Leur action n'est pas celle d'un parti. Les mouvements peuvent se permettre d'être ni de droite ni de gauche, et c'est un avantage énorme, auquel les mouvements doivent faire très attention de ne pas renoncer.

Le contrôle des gérants de la richesse sociale, cette multipropriété confiée en gestion à des politiciens de profession est possible uniquement si la volonté des citoyens est recueillie de manière large et généralisée, la plus large et la plus généralisée possible.

Les actions des mouvements ne doivent pas s'ajouter à l'action de revendication des associations de cette catégorie et les mouvements doivent se méfier du soutien d'intérêts partiels ou particuliers des citoyens. Leur spécificité est l'intérêt collectif, exactement celui auquel personne (des syndicats aux associations des vétérans) n'a le devoir spécifique de s'intéresser.

On doit considérer en outre le fait que les partis politiques de gauche, qui disposaient de canaux (moyens) efficaces de contact et de mobilisation, les ont abandonnés. Au contraire, les mouvements doivent les remettre en fonction, les réactiver et les développer.

7. Que faire ?

Le contrôle exige l'existence d'instruments de contrôle et de pouvoirs pour le mettre en œuvre. Les démocraties occidentales « prennent l'eau de partout » (elles vont couler ?) (fanno acqua da tutte le parti).

Un exemple évident et récent est le fait que des gouvernements élus démocratiquement se sont déclarés et ont œuvré en faveur de la guerre alors que la grande majorité des citoyens de ces mêmes pays étaient contre la guerre.

Alors, que représentent les « représentants » ? Le fait est qu'ils se représentent eux-mêmes (et) ou qu'ils représentent quelqu'un qui n'est de toute façon pas la « majorité », ceci est encore plus clair aujourd'hui qu'hier.

Depuis le début des années 1900, on a commencé à prendre conscience que les démocraties occidentales ont de nombreuses limites et incohérences (incongruités). A la critique de sociologues comme Ostrogorsky, Max Weber, Michels, Schumpeter et d'autres, on a ajouté la critique de socialistes comme Lénine.

Au cours du XX ème siècle, il est aussi apparu que les tentatives de « corriger » la démocratie au moyen de la dictature ont échoué (n'ont pas fonctionné). Malgré ces limites, les éléments de démocratie présents dans les démocraties occidentales (bien que partiiaux et fonctionnant seulement approximativement) rendent la société elle-même plus solide : généralement, les dictatures ont perdu et les démocraties ont vaincu.

L'histoire du XX ème siècle nous fournit donc cette donnée : la démocratie renforce la société ! Reste le fait que les politiciens de profession ne sont pas et ne peuvent pas être les promoteurs du développement de la démocratie étant donné que cela représente une perte de pouvoir pour eux et leurs partis et qu'en outre, cela les contraindrait à œuvrer en étant soumis à des contrôles majeurs (très importants, très sévères).

D'autre part, la bataille pour un développement des instruments de la démocratie ne sera pas la conséquence d'une pression exercée par des associations qui défendent des intérêts partiiaux des citoyens (des syndicats à la société des chasseurs), mais il s'agit (c'est bien là) le terrain d'action spécifique des mouvements des citoyens, et c'est précisément pour cette bataille que les citoyens de toutes les tendances politiques doivent se mobiliser (être mobilisés).

8. Les mouvements « courroies de transmission » entre les citoyens et les représentants politiques

On pourrait dire que les mouvements doivent agir comme instruments de pression (on dit aussi « lobbies », mais ce terme peut être équivoque) dans les conflits des politiciens. Jusqu'à maintenant, nous avons considéré les politiciens de profession comme une couche sociale définie par ses intérêts et conditionnements spécifiques et objectifs, liée au fait qu'ils sont objectivement des salariés qui font un métier particulier.

Cependant, rien n'empêche qu'un certain nombre de politiciens de profession se « bougent », poursuivant principalement des buts différents et même opposés à leurs intérêts spécifiques en tant que politiciens de profession. En effet, ils peuvent avoir des motivations culturelles et étiques diverses, ils peuvent être porteurs d'intérêts externes, particuliers.

Malheureusement, ils peuvent aussi être pires (maffieux qui se sont engagés en politique pour défendre les intérêts des « familles ») mais aussi meilleurs, et il en existe heureusement beaucoup.

Il n'est pas possible de raisonner sur des faits sociaux généraux en les considérant autrement que selon la tendance générale, mais il serait stupide de ne pas savoir reconnaître et exploiter les différences.

Les mouvements doivent se créer un panorama détaillé des politiciens amis (et ennemis) et ils doivent exercer, entre eux, une action à l'intérieur du système politique, mais en veillant très attentivement à ne pas se laisser confondre et en entretenant la conscience de la différence et des différents devoirs sociaux existants entre partis et mouvements.

L'action fondamentale des mouvements se situe envers les citoyens dans l'ensemble, envers les citoyens en tant que tels. Le mode d'action spécifique des mouvements sur les partis n'est pas « d'élaborer en commun », cela ne sert à rien et c'est nocif pour les mouvements ; les politiciens de profession ne sont pas moins intelligents que nous qui militons dans les mouvements, ils n'ont pas besoin de « comprendre », pour autant qu'ils ne le sachent pas, ce que les gens pensent, et ils n'ont pas besoin que nous le leur expliquions. Ils le savent très bien, mais la différence réside dans le fait qu'ils ont d'autres exigences et d'autres conditionnements, et nous avons l'obligation politique de rester bien loin de ceux-ci.

Nous, Mouvements, soulevons les problèmes, mobilisons les citoyens (pas seulement une partie d'entre eux) sur ces problèmes, grâce à la force mobilisée, nous agissons comme groupe de pression dans les confrontations des partis politiques (pas seulement quelques-uns de ceux-ci), et cela à la différence tant des partis que des associations de catégories, qui, au contraire s'y réfèrent pour des aspects, des intérêts ou des idéologies particulières. Ce n'est que grâce à cette action, envers les citoyens, que les mouvements peuvent agir et qu'ils peuvent avoir de l'influence dans les confrontations des partis.

La situation italienne est grave. Les risques pour la démocratie sont évidents, mais la réaction venant de nous, citoyens, peut nous mettre en condition de résoudre, non seulement les problèmes nationaux, mais aussi de fournir une contribution au progrès de la démocratie dans le monde entier.

9. Objectifs et tâches pratiques des Mouvements

Des considérations précédentes, dérive une série de conséquences pratiques :

- 1) Les mouvements peuvent représenter une réponse aux carences, débattues depuis désormais cent ans par la sociologie de 1900, de la démocratie basée uniquement sur les partis politiques. Les tâches et la raison d'être des mouvements ne sont pas seulement nationales, ni seulement.....contingents..... ou limités dans le temps.
- 2) Les mouvements ne doivent pas se sentir des représentants d'UNE PARTIE des citoyens, mais ils doivent jouer le rôle de promoteurs et de catalyseurs de la volonté et des intérêts des citoyens dans leur complexité. Cela les différencie des mille autres organisations qui (au contraire) se proposent comme représentants des intérêts spécifiques d'une partie des citoyens.
- 3) Les mouvements doivent reprendre la noble mission qui était (quand elle l'était) celle des partis socialistes et ouvriers, d'EDUQUER les citoyens à la conscience des mécanismes sociaux. Les mouvements apprennent aux citoyens à exercer leur pouvoir spécifique qui est de contrôler les politiciens de profession. Ce qui n'empêche pas que le travail d'analyse, d'étude, de propagande et d'information, sont des activités fondamentales que les mouvements doivent développer jusqu'à en faire leur pratique quotidienne.
- 4) Les mouvements privilégient les revendications de tous les citoyens, (revendications) qui correspondent aux intérêts de la grande majorité. Pourtant, leur champ d'action naturel comporte des thèmes tels que : la justice, le développement des instruments de la démocratie, l'information, la santé les

transports et l'éducation. Dans la manière de faire des revendications dans ces secteurs (domaines), les mouvements doivent faire attention (veiller) à tenir compte des intérêts de tous, et pas seulement d'une partie ou de certaines couches (même importantes) de la population.

- 5) Les mouvements cherchent des thèmes de mobilisation spécifiques sur le terrain et dans des situations locales, même sur des thèmes mineurs mais d'intérêt collectif et général. Ils mobilisent les citoyens et encouragent la constitution de « Comités de citoyens pour **** ». De tels comités doivent regrouper le plus grand nombre possible de citoyens, de typologies et tendances les plus variées possible. Les comités se dissolvent dès que la revendication a abouti.
- 6) Parfois aussi, des intérêts spécifiques d'une catégorie de citoyens ne sont pas défendus par les représentants qui se disent défenseurs de ces intérêts, ceci parce que, souvent, organisations et partis défendent principalement leurs propres intérêts. Dans ce cas, de tels intérêts peuvent être repris par des mouvements qui PROPOSERONT à la catégorie de citoyens intéressée, de s'organiser en comités pour faire aboutir leurs revendications. Dans ce cas, les mouvements devront faire en sorte d'éviter d'être vus comme « de côté » « à côté » (di parte). Les mouvements doivent savoir être (et doivent rester) un instrument de tous les citoyens.

Objectifs politiques

Prioritaires parmi tous : référendums pour abroger les lois de la honte berlusconienne.

Mais en plus de cela, (une chose) banale(ment), il faudra qu'un débat s'ouvre à l'intérieur des mouvements afin de fixer des revendications et objectifs politiques de portée plus générale et qui augmentent le niveau de citoyenneté démocratique du pays. Il faudra que les revendications adéquates pour le renforcement des instruments de la démocratie se précisent avec fantaisie et sérieux.

On entend déjà parler de certains (quelques-uns) de ces thèmes. J'en dresse ci-dessous une liste en résumé :

- « primaire » constitution de la liste des personnes éligibles (candidates) et participation (implication) des citoyens (et non des mouvements) sur la constitution des listes
- référendums, aussi de proposition (initiatives ?)
- abolition du quorum (celui qui ne va pas voter veut dire qu'il s'en remet (qu'il se fie) à ceux qui y vont et qu'il est d'accord d'en accepter les décisions)
- revendication pour obtenir une information la plus simple et la plus objective possible sur le contenu des référendums et les implications problématiques
- revendication pour obtenir des informations détaillées et précises sur les (moyens de) financements des partis politiques
- revendication afin que le financement public des partis provienne (avvenga) du paiement des taxes (impôts), annuellement, (désigné) bénéficiaire sur indication spécifique du contribuable, (entité) à raison d'un certain pour-mille (proportion)

- revendication pour qu'on crée un « cahier des charges » pour chaque politicien de profession, on reporte (mentionne) le curriculum vitae du politicien en question (avec la plus grande objectivité possible, donc rédigé par différentes parties)
- revendication pour obtenir que toutes les lois, qui règlent les conditions de travail des politiciens de profession et qui ont de l'influence sur le fonctionnement de l'Etat et de la démocratie et qui en outre influencent les rapports entre politiciens de profession et autres pouvoirs (puissances) (qui influencent donc le pouvoir des politiciens de profession) doivent être approuvées au moyen de référendums déposés (proposés) par les citoyens. (Exemple italien : la Cirami. Evitons que, non seulement Berlusconi décide pour lui, mais aussi que les politiciens de profession décident pour leur propre compte).
- Revendication pour obtenir que des lois ou des initiatives qui ne figuraient pas sur le programme politique (électoral) à l'origine, doivent être soumises à (une) votation. (Exemple : soutien à la guerre en Irak. Cela ne faisait partie d'aucun programme politique : référendum (votations)). Il faut (faire) remarquer que cette revendication démocratique élémentaire aurait probablement empêché la très grande majorité des guerres de 1900, dont la 1^{ère} guerre mondiale ; celle-ci ne faisait partie d'aucun programme de(s) « grandes œuvres » d'aucun des gouvernements, même démocratiques, d'alors...

Pouvons-nous continuer ainsi ?
Avez-vous autre chose à proposer ?

Bibliographie (en italien)

<1> M. Weber – La politica come professione – Ed Comunità, Torino 2001

<2> M. Ostrogorsky – La democrazia e i partiti politici – Ed Rusconi, Milano 1991

Pour une vue d'ensemble sur les thèmes traités et pour une bibliographie plus détaillée :

F. Tuccari – Capi, élites, masse – Ed. Laterza, Bari 2002